



## TÉMOIGNAGE

# QUELS ATOUTS POUR LES BANQUES FRANÇAISES ?

Les banques françaises tirent notamment leur force d'un bon niveau de rentabilité, d'une excellente maîtrise des risques et d'une diversification des portefeuilles d'activités.

**1** Le premier atout des banques françaises réside sans conteste dans le redressement spectaculaire de leur rentabilité au cours des dix dernières années. En effet, le taux de rendement des capitaux propres, qui était compris entre 1 et 4 % environ durant la première moitié des années quatre-vingt-dix, est désormais quasiment comparable (18-20 %) à celui des grandes internationales les plus rentables. Ces niveaux de rentabilité leur ont notamment permis de dégager du capital excédentaire. À ce titre, les excédents de fonds propres des banques françaises, parmi celles susceptibles de mener des acquisitions significatives à l'étranger, sont aujourd'hui estimés à environ 30 milliards d'euros.

**2** La restauration des performances financières est d'autant plus remarquable que les conditions d'exploitation sont reconnues assez difficiles sur le marché domestique, les banques françaises étant, à l'instar des banques allemandes et japonaises, contraintes de composer avec des marges d'intermédiation [1] relativement étroites, voisines de 1 % en moyenne en 2005. Comparativement, les grandes banques américaines (qui présentaient des marges d'intermédiation de 3,0 % en moyenne en 2005), italiennes (2,5 % environ), espagnoles (1,9 %) et britanniques (1,6 %) bénéficient d'un environnement plus favorable. Empiriquement, les banques étrangères qui affichent les meilleurs *Return on Equity* jouissent de marges d'intérêt élevées sur leur marché domestique [2]. Bien que la subsistance de monopoles de distribution (livrets défiscalisés) ne constitue pas une spécificité française, les réseaux des secteurs mutualiste et public qui en bénéficient drainent une proportion de l'épargne des ménages souvent plus élevée qu'au sein des autres pays partageant cette caractéristique. Paradoxalement, les banques commerciales ont su utiliser ce contexte difficile pour en faire une force. Elles ont été incitées à exceller dans d'autres domaines pour compenser la faiblesse de leurs marges d'intermédiation.

**3** Les grandes banques de l'Hexagone maîtrisent désormais très convenablement les frais de gestion : leurs coefficients d'exploitation (rapports des charges d'exploitation au produit net bancaire) s'établissent à des niveaux honorables : 63,4 % en moyenne en 2005, contre, par exemple, 57 % et 53 % respectivement pour les banques américaines et britanniques – les meilleures de la classe mondiale – et 74 % pour les banques allemandes. Les établissements français se distinguent, de surcroît, par la qualité

des dispositifs de contrôle des risques. Le coût moyen du risque (dotations nettes des reprises de provisions, augmentées des pertes non couvertes par des provisions et diminuées des récupérations sur créances amorties) des cinq premiers établissements se limitait à 4 % du produit net bancaire en 2005 contre près de 7 % aux États-Unis et plus de 10 % au Royaume-Uni.

**4** L'expérience récente montre que le modèle de développement des grandes banques françaises est pertinent. Fortes d'un solide ancrage dans la banque de détail [3] et dans la banque d'investissement sur leur marché domestique, elles ont progressivement tissé leur toile à l'international dans la banque de détail, les services financiers spécialisés (crédit à la consommation notamment) et la gestion d'actifs. Ce dernier avantage relatif est d'autant plus net que les banques ont privilégié assez tôt certaines zones émergentes, comme l'Europe de l'Est, dans leur stratégie de croissance internationale. Les géants américains s'y sont, en comparaison, intéressés plus tardivement. Or, la concurrence entre les prédateurs se traduit aujourd'hui par la raréfaction et le renchérissement des cibles de taille raisonnable. À titre d'exemple, Citigroup a acquis, en novembre 2006, 20 % du capital de la banque turque Akbank pour un montant de 3,1 milliards d'euros, représentant 3,6 fois les fonds propres alors que les "Price to Book Ratios" des banques de la région oscillaient entre 1 et 2 fois avant 2004.

Les banques françaises possèdent des portefeuilles d'activités diversifiés, gages de stabilité, et certaines occupent même les premières places mondiales dans des activités nécessitant des compétences très pointues comme les dérivés actions ou le financement des matières premières. Pour autant, elles n'ont pas encore, loin s'en faut, de taille mondiale dans chacun des grands métiers globalisés. Cela étant, seules deux institutions financières, Citigroup et HSBC, sont véritablement dans ce cas.

[1] Marge d'intermédiation : produits nets d'intérêts de l'exercice (intérêts reçus par la banque diminués des intérêts versés) rapportés à l'encours annuel moyen des actifs porteurs d'intérêts.

[2] Cf. Étude de la Commission bancaire, Bulletin de la Banque de France n° 155, novembre 2006, p. 45.

[3] Les activités de banque de détail et services financiers, toutes zones géographiques confondues, génèrent entre 50 % et 60 % des revenus des grandes banques commerciales (BNP Paribas, Société Générale) et entre 70 à 80 % des revenus du groupe Crédit Agricole ou des Caisses d'Épargne.



Laurent Quignon

Économiste  
Département  
d'économie bancaire  
Direction des études  
économiques  
BNP Paribas